

CEREPPOL NGO

In consultative status with the ECOSOC Council since 2015



Rapport Alternatif

Audition publique de l'Etat du Bangladesh
Commission CEDAW

Le 8 novembre 2016

Document rédigé en Français adossé à un rapport du CEREPPOL NGO Asie & Pacifique, en Anglais

Secrétariat Général et Siège

Maison des Sociétés, 3EME ET., 4 Rue du Petit Saint-Jean
F-26000 VALENCE

Adresse postale unifiée

CEREPPOL NGO – B.P 60702 – F – 26007 VALENCE CEDEX

Joint-secretariat@cereppol.org

Table des matières

Introduction.....	4
Section 1	5
« Libertés fondamentales et exercice concret de droits activables par les victimes de discriminations sexistes »	5
Le CEREPOL en Bref, qu'est-ce que c'est ?.....	6
Accéder à la justice pour faire valoir son droit à réparation en tant que femme discriminée	6
Un droit accessible en termes de moyens et de ressources ?	7
Quels éléments clefs quantifiables pour expliciter la notion d'accès efficace et indépendante à la justice ?.....	7
Des Femmes victimes de discriminations violentes en 2015 : une permanence factuelle des tabous ?	8
Quand les tabous conduisent à des idées noires	9
Section 2	10
"Which positivist Status of Women rights in Bangladesh? facts and realities"	10
A woman's right in Bangladesh: A formal approach OF EFFICIENCY	11
A legal basis to reduce or end discrimination against women in the Bangladeshi society is possible?	11
Developing core governance?	11
The effective "state of art" concerning Women's discriminations and more after 2013	12
Mental health and discrimination with sexual violence associated against women.....	12
Attitudes of women and coping strategies	12
Engaging the state of Bangladesh into a joined-up approach to fundamental rights of women? ...	13

Introduction

Note liminaire

Ce document vise à approfondir le dialogue ouvert avec l'Etat du Bangladesh dans le cadre de la mise en œuvre et de l'approfondissement des dispositions relatives à la Convention internationale visant à éliminer toutes les formes de discriminations faites aux Femmes. L'ONG CEREPPOL accueille avec optimisme la démarche de l'Etat du Bangladesh, quant à sa volonté de soumettre à l'examen des membres du Comité *ad hoc* l'état d'avancement de son droit interne et de ses décisions politiques au sujet de la lutte renforcée contre toutes les formes de discriminations, dont les femmes bangladaises peuvent être victimes dans leur vie, au quotidien.

Ce rapport alternatif vise d'abord à comprendre la nature et l'usage (pratique) des mécanismes qui ont pu être déployés pour renforcer les sanctions vis-à-vis d'auteurs de violences ou/et de discriminations faites aux femmes. Par rapport au précédent rapport¹ soumis par ce même Etat partie, ce document examine brièvement comment et sous quelle forme, (i) les garanties de droit peuvent être facilement exercées par les victimes de discriminations (et parfois de violence combinées) *in situ*, et (ii) interpelle le Comité sur l'importance de mettre à disposition des victimes des voies de recours ainsi (iii) qu'un processus de médiation effectif pour palier tout type de rétractation/réticence de ces mêmes victimes lorsqu'elles doivent faire valoir leurs droits garantis par la Loi Fondamentale de l'Etat partie. En l'espèce, il semble important que l'Etat du Bangladesh nous apporte les preuves matérielles que les droits fondamentaux sont « protégés » par un certain nombre de mécanismes « activables » par les victimes (juridiques, sociaux, associatifs et législatifs) sans avoir à redouter des représailles ou d'éventuelles pressions de quelque nature que ce soit.

Dans un second temps, ensuite, ce rapport, entend approfondir une approche « culturelle » de la place des femmes dans la société bangladaise. En l'espèce, la Communauté internationale avait déjà tiré la « sonnette d'alarme » au sujet de certains faits relatés entre 2012 et 2014. Sauf erreur, et selon toute vraisemblance, il semble que les progrès culturels en matière de non-discrimination aient la vie dure encore en 2016 comme l'explique objectivement le rapport rédigé par le CEREPPOL NGO Asie & Pacifique.

A ne pas en douter, l'audition publique de l'Etat du Bangladesh témoigne d'une propension à répondre progressivement aux conditions de respect des droits de l'Homme pour ce pays. Le CEREPPOL NGO reconnaît cette démarche volontariste à sa juste valeur, et cela dans le cadre global de l'amélioration de la condition et du statut des femmes au niveau international. En effet, la notion du respect des droits individuels et des conditions démocratiques pour exercer des recours contre des infractions ou des délits commis, en la matière, s'inscrivent dans une démarche et un effort constant de l'Etat du Bangladesh. Le CEREPPOL NGO rappelle toutefois que la simple existence de droits n'est pas une garantie suffisante si, en contrepartie, les mécanismes protecteurs de ces droits sont dysfonctionnants ou, plus, simplement, dépourvus d'une indépendance d'action réelle.

¹ Le précédent rapport soumis par l'Etat du Bangladesh est daté du.....

Section 1

« Libertés fondamentales et exercice concret de droits activables par les victimes de discriminations sexistes »

Cette première section entend dégager certains axes tirés de l'analyse formulées par le siège du CEREPPOL Asie & Pacifique basé à Madurai (Tamil Nadu). Afin d'éviter toute forme de redondance avec d'autres rapports fournis par d'autres organisations locales, régionales ou autres, cette section analysera la façon dont le principe de reconnaissance d'une égalité de droits entre les femmes (et avec les hommes) est actuellement mis en œuvre dans le contexte de la Loi interne de l'Etat partie. Cela sous-entend qu'une attention particulière sera accordée aux moyens effectifs offerts aux femmes « victimes », et notamment à leur capacité individuelle d'accéder aux voies de droit conventionnelles.

Le CEREPPOL en Bref, qu'est-ce que c'est ?

Un bref descriptif de l'action et de la représentation du CEREPPOL dans le contexte du réseau de coopération internationale...

Le CEREPPOL NGO bénéficie depuis 2015 du Statut Consultatif auprès du Conseil ECOSOC des Nations Unies en raison de son activité dans le domaine du développement durable (Habitat, développement Urbain, économie locale et emploi), des affaires sociales (lutte contre toutes les formes de discrimination), de l'égalité de genre (droit des minorités à bénéficier de mêmes garanties de droit dans la vie courante, au travail, devant les autorités administratives).

Depuis sa création en 2011, l'ONG s'est entourée de l'avis de nombreux experts et a été un vecteur de concentration d'autres « associations » (locales, nationales) autour de ses objectifs statutaires. A l'heure actuelle, l'effectif des ONG et représentations de la société civile est de 8. Chaque ONG qui le souhaite siège au conseil d'administration de l'ONG CEREPPOL et peut apporter sa contribution et sa vision des choses dans un espace collectif. Depuis 2012, l'ONG CEREPPOL a participé aux audits réalisées par l'Office du Haut-commissariat aux droits de l'Homme, notamment aux audits du :

- ✓ Comité pour l'élimination de la discrimination raciale (CERD),
- ✓ Comité contre la torture (CAT)
- ✓ Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (CEDAW).



A l'échelon Européen, le CEREPPOL NGO participe aux dialogues des Commissions spécialisées du Parlement Européen (Bruxelles) et interagit avec la Commission européenne ainsi qu'avec le Comité Economique et Social Européen (CESEU), avec lesquels notre Organisation entretient de liens privilégiés. Afin de faciliter la transparence de ses actions, notre Organisation est déclarée au registre de Transparence de l'Union Européenne depuis 2012.

Aujourd'hui, le CEREPPOL bénéficie d'une implantation régionale indépendante, notamment en Asie (Inde du sud), en Europe (France, Suisse, Belgique) où sont concentrés le siège ainsi que les divers bureaux de représentation, et en Afrique (Togo). Cette nouvelle assise régionale participe d'une meilleure mobilisation et d'une coordination efficace sur des développements de projets durables et soutenables.

Depuis sa date de création, le CEREPPOL communique sur ses actions et projets au moyen de plusieurs outils, dont, notamment internet. Pour en savoir plus sur ce que fait notre Organisation, plusieurs moyens sont mis à disposition :

Site institutionnel : www.cereppol.org

Réseaux sociaux :

	
https://www.facebook.com/cereppol.eu/	@cereppol

Accéder à la justice pour faire valoir son droit à réparation en tant que femme discriminée

La discussion porte sur l'accessibilité réelle, et non « supposée », des femmes à des moyens de médiation ou des moyens répressifs facilement activables par les victimes. En l'espèce, il s'agit de considérer, à partir de données quantitatives (lorsqu'elles sont accessibles), le taux de femmes qui ont pu (a) avoir accès à une prise en charge coordonnée et efficace de leurs plaintes, (b) et qui ont obtenu réparation de leur préjudice subi par une Cour de justice (selon le taux de ressort et de compétence en vigueur dans le pays considéré).

Un droit accessible en termes de moyens et de ressources ?

En tant que pilier des droits de l'homme, « l'accès à la justice » et le « droit à bénéficier d'un procès rapide et équitable » sont le fer de lance de la Convention visant à éliminer toute les discriminations faites aux femmes et de son protocole additionnel.

Ces éléments sont d'autant nécessaires qu'ils conditionnent *de facto* l'accès à la justice pour que les victimes puissent réclamer de nouveaux droits, soit en ayant recours aux circuits traditionnels (parcours judiciaire) soit en empruntant des parcours non-juridictionnels (comme par exemple la médiation pénale/civile, la procédure d'éloignement et d'hébergement temporaire en cas de menace grave...etc.).

Dans son rapport, l'Etat partie nous explique que des avancées importantes ont été faites afin de palier les carences du système depuis la précédente audition publique, et ensuite le rapport de terrain fourni en 2013 par le rapporteur spécial, Mme. Rashida Manjoo (Afrique du Sud). Sur la notion de droit accessible, nous rappelons à l'attention de l'Etat du Bangladesh et de la sous-commission CEDAW, que l'accessibilité repose sur des « indices » de perception pratiques :

- ✓ Le fait de devoir payer une « taxe » d' enrôlement, ou autre, pour pouvoir bénéficier de l'accès direct au juge. Compte tenu du niveau de vie moyen, une forte contribution d' enrôlement ou pouvant être pressentie comme telle produira un effet de découragement et de défiance à l'égard de la justice.
- ✓ Le fait de ne pas rapprocher les juridictions des plaignants et d'avoir une carte judiciaire mal équilibrée sur le territoire national. L'accès à la mobilité et à des moyens de connexion performants pour se rendre dans un Etat ou région voisine pour y déposer plainte ou plus largement pour y saisir les autorités judiciaires constituent souvent un frein au changement souhaité par le corpus social.
- ✓ Le fait d'avoir une procédure « criminelle » qui s'éternise sur la durée est aussi plus « dissuasive » que « persuasive » pour les femmes victimes de discriminations et qui osent franchir le pas de la dénonciation.
- ✓ La question de l'impartialité des juges du fond reste souvent une question latente, car elle laisse planer un doute préjudiciable sur l'interprétation de la loi et de ses dispositifs suivant un catégorisation (sociale/sociologique) des plaignantes, demandresses à l'instance du procès qu'elles auraient pu engager.

Selon toute vraisemblance, le rapport soumis par l'Etat partie sur ces questions essentielles pêche par manque de données qualitatives et quantitatives, de telle sorte qu'une corrélation entre l'âge, le sexe et le milieu socio-professionnel des femmes victimes de discrimination est quelque peu biaisé. A cet égard, le représentant de l'Etat du Bangladesh peut-il apporter un complément d'information sur les points évoqués plus haut ?

Quels éléments clefs quantifiables pour expliciter la notion d'accès efficace et indépendante à la justice ?

En apparence, l'Etat du Bangladesh a opté pour la mise en place d'une justice par internet ou e-justice afin de faciliter l'accès au droit et à la justice. Cette initiative s'inscrit dans une démarche progressiste, et doit être saluée comme telle. La e-justice représente une opportunité en matière de diminution des distances (physiques) et de traitement potentiellement accru du flux des plaintes par des opérateurs formés à ce type de procédure.

La e-justice dispose d'un fort potentiel de développement mais nécessite, aussi, une prise en charge spécifique des plaintes, une organisation « fléchée » du parcours judiciaire dans lequel la victime s'engage (peut-être pour la première fois) et un système judiciaire rodé qui dit le droit suivant une jurisprudence établie, durable dans le temps et qui n'attente pas à la prévisibilité des parties.

Compte tenu de ces éléments, une remarque : l'accès effectif à la justice par internet via la plateforme d'accès² ad hoc est inopérant, peut-être en raison d'un dysfonctionnement technique...

Questions : Comment peuvent faire les victimes de discriminations dans l'hypothèse où la démarche de plainte en ligne est « neutralisée » ? Enfin, le fil rouge indiqué sur la page d'accueil du site assure-t-il l'anonymat des plaignantes dans l'hypothèse où des suites judiciaires sont réservées ou attendues ? Quelles sont les garanties de bonne fin apportées aux personnes qui se décident à contacter le numéro d'appel national ?

En l'absence d'éléments qualitatifs (donnés statistiques) sur la démarche éventuelle de résolution des conflits par la voie extra-judiciaire, quelles sont les autres moyens de droit alternatifs auxquels les femmes, victimes de discriminations, peuvent avoir recours sans à éprouver une forme de découragement ou la crainte de représailles (de leur conjoint, de la part de leur employeur...etc.) ?

Des Femmes victimes de discriminations violentes en 2015 : une permanence factuelle des tabous ?

Cette seconde partie examinera les faits persistants de discrimination accompagnées d'actes de violence subies par les femmes bangladaises en 2015, et au cours de la période antérieure. Elle s'appuie sur l'étude et l'analyse actualisée de Anisur Rahman Khan du *National Institute of Development Administration*, Thaïlande³.

Cette étude récente évoque un nombre de cas de violences domestiques et d'actes de discrimination à l'égard des Femmes bangladaises toujours important⁴, et évoque une forme de *statu quo* de la loi dans son processus sanctionnateur effectif des actes répréhensibles. Or, sauf erreur, un certain nombre d'améliorations promises semble encore faire défaut.

En l'espèce, le problème de la collecte et de l'exploitation de données statistiques croisées est un problème. Il empêche de faire des tableaux statistiques croisés afin de déterminer les facteurs de risque, les lieux de discriminations préposés, l'origine et la catégorie sociale des victimes (âge, nationalité, ethnie...). Comme le souligne Khan « *les bases de données ne sont pas explicites. Étant donné que la base de données ne donne aucune indication précise sur la violence domestique, aucune information importante ne peut être recueillies sur la prévalence de la violence domestique au Bangladesh* ».

Question : Comment l'Etat du Bangladesh entend-il améliorer le traitement des données afin d'améliorer l'efficacité à moyen terme des procédures, de la prise en charge et l'organisation de plans locaux de prévention du risque de violences ?

Sur le terrain des discriminations violentes, les études de cas alternatives échelonnées entre 2005 et 2015 rapportent une nouvelle forme de discrimination violente : la torture mentale⁵ qui exerce une forme de « privation de choix

² <http://www.nlaso.gov.bd/> Ce site est vide bien qu'il soit en ligne. Les victimes qui pourraient opter pour ce type de premier moyen pour libérer leur parole et obtenir réparation en sont empêchées.

³ *Khazar Journal of Humanities and Social Sciences* Volume 18, Number 3, 2015.

⁴ *Ibidem*, supra, p. 4

“in 2013, Bangladesh Police recorded 19,601 various incidents of violence against women (Bangladesh

Police, n.d.). However, based on newspaper reports, MSPVAW collects information only on three categories of violence such as; physical assault, sexual assault and burning. In 2013, MSPVAW reported 4476 various incidents of physical violence (MSPVAW, n.d.). Then again, the main problem with Police statistics is that it does not give segregated information on various types of violence. As such, no specific or concrete statistical information can be obtained about the problem of domestic violence.

⁵ *Ibidem*, p. 10

sur la victime féminine » et qui la place dans un état d'acceptation infondé de la violence discriminante dont elle peut faire l'objet en privé ou sur le lieu de travail.

Du point de vue judiciaire, et à défaut de base légale (jurisprudence consultable), il semble que la question de la destruction mentale de la condition de la femme dans un cercle familial ou extra-familial appelle à des mesures concrètes de la part des autorités nationales et régionales. Dans des cas similaires, qui ont pu être examinés ou soumis aux autorités judiciaires Bangladaises, existe-t-il un mécanisme spécial qui permet à une pluralité de victimes (ayant vécu des discriminations en réunion) de pouvoir engager une « action collective » (comme dans le cas, de ce qui existe en Europe, du « legal standing ») contre un ou plusieurs auteurs ?

Quand les tabous conduisent à des idées noires

L'étude randomisée de Naved, R. T., & Akhter, N.⁶ (2008) rapporte que les femmes victimes de discriminations avec violence sont le plus souvent rongées par des « idées noires », dont notamment le fait de penser à leur propre automutilation ou au suicide. Ainsi, par exemple, une enquête sur 2702 femmes a démontré que la durée de vie des idées suicidaires chez les femmes victimes de discriminations, accompagnées de violences, au Bangladesh, étaient élevées (11% -14%) par rapport à d'autres pays dans le monde.

Les actes de discrimination sont tout aussi importants en ville qu'à la campagne, sachant que dans la définition de la discrimination l'étude y associe aussi les violences domestiques. De la sorte, il résulte un fort risque pour les femmes vivant en milieu urbain lesquelles broient du noir et sont envahies d'idées suicidaires, comparativement aux femmes qui ne sont pas exposés à ce type de violence.

Question : existe-t-il un programme national de prévention des risques psycho-pathologique visant à accompagner ce type de femmes ayant à subir des actes d'abolition identitaires ?

Si l'on tient compte de la dimension socio-culturelle de la femme dans la société patriarcale Bangladaise, une idée consisterait à innover en matière de rapport sociologique à la femme, diverse et plurielle. La promotion d'une identité positive de la femme pourrait notamment s'appuyer sur une Conférence internationale afin que la société Bangladaise puisse progressivement revoir la relation dominante homme/femme dans une forme ou acception « égalitaire apaisée ».

Ce type d'action sur le long terme, avec le soutien des ONG locales et des divers autres acteurs de la société civile n'est pas répertorié dans la nomenclature des actions de terrain déployées à ce jour dans le pays. Le site internet dont nous avons déjà parlé ne laisse transparaître aucune indication sur la faisabilité à court-terme ou à moyen-terme d'une telle rencontre.

Il semblerait opportun que les ONG et la CEDAW puissent obtenir des garanties sur la mise en place de ce dialogue décloisonné et multilatéral.

⁶ Naved, R. T., & Akhter, N. (2008). *Spousal violence against women and suicidal ideation in Bangladesh*. *Women's Health Issues*, 18 (4): 442-452

Section 2

“Which positivist Status of Women rights in Bangladesh? facts and realities”

This section is a more detailed picture of what can seem to be implemented or improved in Bangladesh by National Authorities. This document is submitted by the CEREPPOL NGO Asia & Pacific, in Madurai (Tamil Nadu Region). Important reminder: the content of this document does not reflect any official position of the United Nations and its sub-committees and must be considered as a case study to foster dialogue in the perspective of the Public Hearing before the CEDAW Commission.

For the CEREPOL NGO Asia and Pacific, Madurai (South India), welcomes the opportunity of this alternative report before the venue of the Public hearing of the State of Bangladesh to the OHCHR Commissioners. Since 2014, our organization received many “anonymous” testimonies about infringements to Human Right laws against women in Bangladesh, despite some formal legislative acts driven to reduce/end or repress criminal acts in the Country.

As the CEDAW Commissioners may be aware off the real situation, many women in many ways are still feeling domestic risks to their safety or the safety and, thus, it is very difficult for Women to talk openly even to outside NGOs. In short, this alternative report will consider the previous elements on behalf of the special rapporteur on Bangladesh (2013) before challenging the assessment of these last components from an overall perspective.

A woman’s right in Bangladesh: A formal approach OF EFFICIENCY

This section deals with the probable gap between “Gender discrimination against women vs. / Affordable effective remedies by victims”. To do so, and complete the examination process enrolled by the CEDAW sub-commission, the CEREPOL Asia & Pacific recalls to the attention of the OHCHR services some step-conclusions forwarded in May 2013 by Ms. Rashida Manjoo (South Africa). This person was appointed Special Rapporteur on Violence against women to the CEDAW Commission.

Her contribution to Human Rights respect represented a real step in formalizing the “unsaid”. In a few words, her conclusions were pointing-out several infringements by Bangladesh to the International Convention (CEDAW) despite formal initiatives initiated at national level. Such discrepancies should lead to the consideration of an important aspect of women discrimination even in terms of violence, and it seems important to discuss the content (legal measures) considering reality today.

In its report, the special rapporteur for Bangladesh was mentioning in is preliminary notes to the OHCHR that “*The Government of Bangladesh had recognized the importance of upholding and protecting the rights of women by signing and ratifying numerous international human rights instruments, including the Convention on the Elimination of all forms of Discrimination against Women (CEDAW)*”. Regarding the improvement of the Fundamental law of the State Party, the special Rapporteur was noting that “*The Constitution of Bangladesh was bringing guaranties on equal rights to men and women, albeit only in the spheres of the State and of public life*” while these guarantees were not ensured in the private sphere.

A legal basis to reduce or end discrimination against women in the Bangladeshi society is possible?

To enhance the Legal system of HR protection in the field of women’s Rights, the report was positively considering the efforts done “*(...) by the Government of Bangladesh towards legislative, policy and programmatic measures to address the development needs of women generally, and violence against women specifically*”. In this domain, as explained by the Bangladesh State, a major legislative program has provided new guarantees to end with “*the Dowry Prohibition Act (1980), the Prevention of Women and Children Repression, (2000), the Acid Crime (2002), the Labour Discrimination (2006), the Domestic Violence (Prevention and Protection) (2010), the Hindu Marriage (2012) and the Human Trafficking (2012)*”.

However, the situation in Bangladesh was by far from being clear about women discrimination and violence. If referring to the last part of the official report, sustainable efforts to contain and reverse trends were unsatisfying. In this regard, despite the developments, till May 2013, discrimination and violence against women continued in law and practice. In these circumstances, laws sometimes were affording men greater power than women, notably in marriage and divorce. Furthermore, numerous interlocutors stated that “*the absence of effective implementation of existing laws was the rule rather than the exception*”, in cases of violence against women. In correlative topics to discrimination, many women’s experiences in accessing the justice system reflected “*a lack of a responsive environment*”, and “*the absence of necessary legislative frameworks in some instances*”.

As clearly analyzed in the report, such a behavior “*not only has an impact on the right of women to an effective remedy and equal access to justice, but it is also an impediment to building valuable jurisprudence on women’s human rights*”. The existing schemes aimed at offering effective instruments to protect women from stereotyped behaviors seem to be not substantially significant and much remains to be done, of course.

Developing core governance?

When the CEREPOL NGO Asia & Pacific brings out the broad outlines of the Report, the initiative on behalf of the Bangladesh State to set-up compliance with these rules (by monitoring the rule of law under control of an “independent

authority”) is hailed for bringing forward this initiative. In 2013, the political intention to establish an institute for monitoring for the access to legal means of defense was positively received when presented to the special Rapporteur.

The report, in its final paragraphs, indicated that “The role of the effective institutionalization of the National Legal Aid Services Organization” needed to be valued by independent authorities, so that results would reflect the “effective state of art”.

The Rapporteur reminded in a few words to UN authorities of the dangers of entrusting the rule of law to institutions which, while they are not representative, are nevertheless legitimate with the women’s future status. She came to the conclusion that *“It is very important for the National authorities to avoid bias (real or apparent) or misunderstandings by offering new guarantees about the women’s access to justice. To our knowledge, this National institution has not carried out assessment of the actual situation, by providing both quantitative and qualitative information on the effectiveness of its works”*.

The effective “state of art” concerning Women’s discriminations and more after 2013

Contrary to what can be existing in Europe, where there are a wide variety of institutions in charge of protecting fundamental rights in many domains, women in Bangladesh have to cope with a selective bias-independent institution whose efficiency and “protection” (of Human right laws) is hardly evaluated through-out management methods and tools.

When reading the press review⁷ about the Bangladeshi women, journalists are still pointing-out that too many still face deprivation and oppression. Unanimously, they convene that the legal and socio-economic system does not do enough to prevent discrimination and violence against women.

While, on the one hand, under the Constitution⁸, women’s rights are protected under the broad and universal principles of equality, on the other hand, these women are still not receiving equal treatment in practice. Inequalities are common even in 2016. This situation is caused by many constant discriminatory attitudes towards women, whether rooted in the family, society and sometime at State-level. The evidence on spousal violence against women in Bangladesh is a deep problem, and it is linked to a corpus of archaic concept about the role of women in the Bangladeshi society.

Mental health and discrimination with sexual violence associated against women

Spousal violence yields not only the direct health impacts of injury and mortality, but also contributes to the burden of disease by indirectly impacting other health outcomes. As matter of fact, in Bangladesh, women with a lifetime experience of physical or sexual violence, or both, by their husbands are significantly more likely to report poor or very poor health. Abused women have a diminished ability to care for themselves and their children, and most of the time have attempted to their own life. In 2008, a medical review revealed through a Multilevel analysis that Women who had experienced spousal violence were four times more likely to have thought of ending their lives and 5-6 times more likely to have attempted on one or more occasion(s) to end their lives compared to women who had not experienced spousal violence. Both physical and psychological spousal violence contributed to contemplation of suicide by women.

At the time of the new public hearing, data about the evolution of such statistic by category of women is apparently lacking in the official report submitted to the *ad hoc* Commission. What about the last evaluation of the improvement of mental health for discriminated and/or a battered woman, in 2016?

Attitudes of women and coping⁹ strategies

Attitudes of women towards spousal violence vary by whether or not they have experienced spousal violence. To be linked with “traditions” and the acceptance of the violence, many research studies on Bangladeshi women have demonstrated a correlation between experience of physical or sexual violence and agreeing that violence. Most of

⁷ <http://archive.dhakatribune.com/op-ed/2013/jul/09/women%E2%80%99s-rights-and-discrimination-bangladesh>

⁸ Article 10 which provides that steps shall be taken to ensure participation of women in all spheres of national life.

Article 19 (1) which provides that the State shall endeavor to ensure equality of opportunity to all citizens.

Article 27 which specifies that all citizens are equal before the law and entitled to equal protection.

Article 28 (1) which provides that the State shall not discriminate against any citizen on grounds of religion, race, caste, sex, or place of birth.

⁹ May be problematic on health because it reveals a Stockholm syndrome associated to recurrent violence

the time, when speaking with discriminated women, it appears that strategies for coping with intimate partner or spousal violence generally use strong friendship networks.

However, help-seeking is very low in Bangladesh even if Law enforcement is actually enacted by State policy-makers. Between 2006 and 2010, some fundamental studies¹⁰ have shown the efficiency of immediate social networks (family, friends, and neighbors) rather than formal services to provide the first point of contact for women in violent relationships.

The majority of women in Bangladesh have experienced spousal violence in their lifetimes. The consequences of such violence are brutal and include immediate injury and homicide, depression, poor health, and suicide. Young women, women with no education, and women just beginning income-generating activities have a higher risk of spousal violence than other women. When looking at the previous report, facts were clear. The Bangladesh healthcare system for women was offering small guarantees to address spousal violence and women discrimination.

What is not precisely said in the report is the efficiency of the “National Legal Aid Services Organization” in substituting its skills as effective official channels of conflict resolution instead of using traditional solidarity networks. Can the State of Bangladesh provide a qualitative review of the effectiveness of the National assistance program in 2016?

[Engaging the state of Bangladesh into a joined-up approach to fundamental rights of women?](#)

At the time of this public hearing in Geneva, the CEREPPOL NGO Asia & Pacific brings to the attention of the state of Bangladesh and to the CEDAW sub-Commission that guarantees of impartial justice and promotion of positive women status are based on a few unclarified aspects. As matter of facts, a better compliance with women status (i.e. with non-discriminations behaviors) would necessary be based on an independent, non-judicial institution managed to promote awareness and respect for Human Rights related to women discrimination in the Country.

As per informal recommendation, the CEREPPOL NGO Asia & Pacific would be reassured if, in the coming weeks, such a non-judicial Institution could be able to bring support in the evaluation of complaints. Perhaps, this Institution could dialogue with national authorities and civil society leading to recommendations and foster their implementation (propose some thematic works and awareness-raising activities).

As mentioned in our foreword, the Bangladesh State provided a “the National Legal Aid Services Organization”. A legal website is online, and helps people identify their need. However, some pages are still “vacant”¹¹ and it is very difficult to retrieve quantitative and qualitative information concerning activities, outlooks and strategies. With respect for the energy deployed by the State of Bangladesh in modifying the perception of any form of discrimination on women, our Ngo would have appreciated information about the monitoring of the implementation of specific strategy on the long-term by the respective contracting state party.

Maybe the state of Bangladesh could bring to NGOs and the CEDAW Commission any explanation about its intention to reinforce independent quasi-judicial bodies aside the “National Legal Aid Services Organization”. The conformity of legislation and the practice of legislation in all Bangladeshi regions are raising awareness on the reporting procedure that ensures that authorities have brought the differential treatment of different categories of women in line with the CEDAW and the additional protocol.

Before any complaint mechanism, women who are victim of discrimination (and sometime also victim of sexual assault or violence) are likely to attend any form of support/guidance by their own so that they can take action for themselves. If they look for information on the official website, they will hardly find a piece of information

¹⁰ Naved RT, Akhtar N. *Wife abuse and suicidal ideation in rural Bangladesh*. Women's Health Issues. 2008.

¹¹ <http://www.nlaso.gov.bd/site/law/dd71795d-4fee-42e5-b9d4-95854f980a64/Strategic-Plan>
No information is available about the strategy of the Institution since its creation, and maybe this “lack of visibility” could be modified with any transparency of the activities of that institution.

dedicated to her “problem”. Indeed, the specific folder is still empty¹² and this avoids individuals to know about their possible options. A restriction to their ability to accede to complaint or official help mechanisms can charge some violations received and do not go in the right direction.

When will the Bangladesh State Authorities improve their website so that access to Law is facilitated by fair and open dialogue?

Today, even if there is much to do on transparency and dialogue on women’s rights, the CEREPPOL NGO is convinced that access to rights and justice for Bangladeshi women is waiting for a joined-up approach on these specific gender rights.

In the meanwhile, we thank the State of Bangladesh for the explanations and improvement that will be brought to this dialogue.

Valence, on October 3, 2016



Monique FRANCESCONI
Chairperson



François DI SALVO,
Executive General Director



Senthil KUMAR N.
General Director, CEREPPOL NGO
Asia & Pacific

¹² <http://www.nlaso.gov.bd/site/page/e93ddbc6-2098-4c52-bc98-1078222f2094/Legal-Counseling>